

la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord

*Série d'articles parus dans Front Rouge,
sur un reportage dans le nord*

**front
rouge**

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

Les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais qui emploient encore aujourd'hui près de 60.000 travailleurs fermeront totalement en 1980, Usinor-Valenciennes (2.000 ouvriers) ferme, Usinor-Denain réduit son personnel, des dizaines de petites boîtes du textile sont liquidées : le Nord est durement frappé par le chômage.

Le visage du Nord, imposé par le Capital, c'est : les filles des mines qui parcourent 50 à 80 km par jour pour travailler dans le textile où les 2/3 des ouvriers ne gagnent pas plus de 800 F/mois ; les jeunes du Valenciennais qui, obligés de quitter la région minière, vont s'embaucher dans une industrie automobile (Renault, Simca, etc.) présentée comme solution de rechange et qui ne fait qu'exploiter la crise en imposant cadences accélérées et bas salaires.

Mais, de la grève des mineurs de Bruay, en février 71, à la grève des employés de la Redoute à Roubaix, ou la grève de Vallourec (sidérurgie) en 71, la classe ouvrière montre sa détermination à combattre le capital, malgré la trahison des révisionnistes qui prétendent résoudre la crise par "l'installation d'industries élaborées d'un haut niveau technique" dans le cadre du capitalisme.

1 / surexploitation dans les mines

"Nous avons la chance de posséder une entreprise nationalisée. Sans la nationalisation, la modernisation d'après guerre aurait été impossible" a dit Léon Delfosse, secrétaire général de la fédération du sous-sol CGT.

Les familles des 900 mineurs tués chaque année par la silicose, les mineurs de fond toujours payés à la tâche, selon le système encouragé par les ministres P"C" F, Thorez ou Marcel Paul, à la libération, pour produire toujours plus, les marocains envoyés au fond de la mine sans la moindre explication sur les dangers de mort qui les menacent dans le travail, eux ne partagent pas la satisfaction des dirigeants CGT, car ils ont la preuve quotidienne qu'une entreprise nationalisée par la bourgeoisie comme c'est le cas des Houillères depuis 1945, ne leur rapporte qu'une chose : l'exploitation féroce par le capitalisme.

— *Les plans de la bourgeoisie :*

A la libération, la bourgeoisie affirmait : "la reprise de l'activité économique française est étroitement conditionnée par le charbon", c'était l'époque où la CGT déclarait : "après avoir entendu les appels pathétiques, clairvoyants et éminemment patriotiques de messieurs Marcel Paul, Benoit Frachon, Maurice Thorez, les travailleurs de la mine s'engagent à multiplier les efforts... Ils promettent de lutter contre l'absentéisme et le sabotage, de rechercher en commun dans chaque puits et service les moyens de relever sensiblement le rendement individuel et la production". (24 décembre 45).

15 ans après, en publiant le plan Jeanneney (1960), la bourgeoisie annonce la liquidation rapide des Houil-

lères (pour 1980) ; les arguments invoqués sont : le "déficit" des Houillères, le fait que le charbon n'est "plus rentable". Il s'agit pour la bourgeoisie de garantir l'augmentation des profits des monopoles du pétrole, tandis que le prétendu déficit des Houillères est lié aux prix que l'état capitaliste leur impose : des prix préférentiels qui sont en fait de véritables subventions accordées à la sidérurgie et aux autres monopoles capitalistes clients des Houillères.

La liquidation des Houillères supprime des milliers d'emplois de mineurs et bouche toute perspective pour les fils de mineurs qui arrivent sur le marché de l'emploi. La politique minière de la bourgeoisie frappe tout particulièrement la région du Nord-Pas-de-Calais où les Houillères, avec près de 60 000 travailleurs sont encore et de loin, la première entreprise de la région. En même temps, il s'agit pour la bourgeoisie d'accroître les profits réalisés par les Houillères tant qu'elles existent, en renforçant systématiquement l'exploitation des travailleurs. La politique capitaliste pour le charbon a rencontré la résistance des mineurs : en mars 63, c'était la grande grève de 1,5 mois face à la volonté de la bourgeoisie de réduire leur pouvoir d'achat : en février 71 ; ce sont des milliers de mineurs en grève qui, débordant les syndicats à Faulquemont et Bruay-en-Artois, luttent contre la fermeture des mines.

— *Mécanisation capitaliste = intensification du travail et dangers accrus :*

Pour augmenter le rendement (augmentation d'au moins 33% en 10 ans dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais), les Houillères ont considérablement



développé la mécanisation. Ainsi, pour l'abattage, le marteau-piqueur a souvent été remplacé par des machines telles que les rabots ou les haveuses, surtout à l'ouest du bassin (région de Bruay), où la faible pente des veines de charbon se prête mieux à cette mécanisation que le Valenciennais.

Un mineur nous explique comment l'utilisation du rabot à la fosse 6 de Bruay a pour conséquence l'intensification du travail et la multiplication des risques d'accidents : "avec le rabot, le mineur doit suivre la machine. Le rabot est composé de machoires d'acier qui font des allées et venues, creusant et récupérant le charbon à l'intérieur d'une veine. Lorsqu'il y a 80 cm de fait, il faut que le mineur "soutienne" le toit qui est dégagé, le temps de "soutenir", il y a à nouveau 80 cm de fait, car le rabot continue à marcher tout seul. Si on veut respecter les consignes de sécurité, il faudrait tous les 1,50 m, mettre un boitage provisoire pour soutenir le toit de la veine creusée et ensuite mettre un boitage complet. Mais, quand ça va trop vite (vitesse de la machine) on ne fait pas de boitage provisoire, on passe tout de suite au boitage complet. Dans ces conditions, on a à peine fait la moitié de la partie de taille qui est à boiser que déjà, en avant, il y a 60 ou 70 cm de découvert, en plus des 80 cm déjà faits. Ça fait donc une portée de 1,50 m où le terrain n'est plus supporté. Alors ça devient très dangereux, il y a des chutes de pierres provenant du toit, d'autant plus importantes que le terrain est "pourri", par exemple lorsqu'on passe sous un canal".

— *Surveillance par les capitalistes pour accélérer les cadences :*

Pour avoir le temps de boiser correctement, il faudrait arrêter ou ralentir par moment la machine, mais cela diminuerait le rendement et le capitaliste ne le tolère pas. A cet effet, des salles de contrôle, d'où peut être observé tout ce qui se passe dans les galeries, ont été mises au point ; voici ce qu'en dit un valet du capital, Robert Cœuillet, ingénieur aux charbonnages de France : "la télésurveillance que permettent des installations de télévigile, peut ici modifier radicalement la situation : en matière d'investissement, voici enfin un cas de rentabilité assurée qui permet de ramener vers un agent bien choisi toutes les informations nécessaires à l'appréciation permanente de l'activité du chantier : détection instantanée des arrêts, enregistrement de leur cause, des vitesses et performances des machines etc..., tous renseignements dont l'exploitation immédiate et différée doit faciliter le travail de la surveillance, accroître la productivité... organiser, dit ce bon valet du capital, c'est saturer les machines", et surtout les travailleurs.

— *Le salaire à la tâche pour imposer les cadences aux mineurs :*

Le mineur qui se charge de l'abattage est d'autant plus tenu à suivre sans interruption le rythme de la machine qu'il est payé à la tâche : ce système de salaire destiné à favoriser l'accroissement des cadences n'a jamais été supprimé depuis 1945 :

• Un tel système permet de voler au maximum les travailleurs : en effet,

actuellement, un mineur à l'abattage ne peut jamais dire à la fin de sa journée, combien il a gagné. Pour la pause d'un étau de boisage, il y a plusieurs prix qui peuvent varier au cours de la semaine.

- Les salaires sont fixés par "un service spécial" composé de porions (contremaitres), de chronos et vérificateurs qui passent quelquefois dans la mine au cours de la semaine; les observations de ces représentants de la direction déterminent les variations de salaire.

- Des mesures de sécurité bidon :

Toutes les techniques mises au point théoriquement pour éviter l'absorption par le mineur de la poussière de silice, qui attaque les poumons et donne la silicose, se sont heurtées au rendement imposé par le capitalisme, par sa surveillance constante (voir télévigiles) et le salaire à la tâche :

- La mécanisation engendre des nuages de poussière beaucoup plus volumineux et fait des poussières plus fines, ceci se combine avec des cadences de travail qui en essoufflant le mineur, facilitent la pénétration des particules poussiéreuses dans ses poumons.

- Les masques qui protègent des particules de silice rendent la respiration plus difficile, ils fatiguent plus rapidement et empêchent d'avancer : les mineurs payés à la tâche l'abandonnent. Les vaporisateurs d'eau, avec capteurs de poussières peuvent ralentir par leur installation le rythme du travail, et sont donc négligés.

- La médecine des mines au service du Capital :

Pour réduire au maximum les coûts de production, les Houillères tiennent à verser le moins possible de pensions aux silicosés : c'est pourquoi la visite médicale avec radio d'où tout le monde ressort "en bonne santé" ne sert qu'à cautionner le refus de reconnaître la silicose : le taux de silicose reconnu par les médecins (grassement payés) des Houillères doit toujours être multiplié au moins par 2 pour correspondre à la réalité.

- La surexploitation des ouvriers marocains :

Tout en réduisant le nombre d'ouvriers (111.000 mineurs en 59 dans le nord-Pas-de-Calais, 55.000 en 70), les Houillères tiennent à avoir une main-d'œuvre dépourvue de toute garantie d'emploi qui permette de mieux ajuster les effectifs à leurs plans de produc-

tion, il s'agit aussi, pour abaisser les coûts de production, d'embaucher des travailleurs à des conditions plus désavantageuses que celles qu'accordait le "statut" du mineur de 1945. C'est pourquoi les Houillères ont embauché ces dernières années un grand nombre de travailleurs marocains : à la fosse 6 de Bruay, il y a aujourd'hui 150 marocains sur 1.200 mineurs de fond, les projets sont d'au moins 300 d'ici les congés d'août.

- pour les travailleurs marocains, les Houillères n'ont aucun frais de formation. Pour les mineurs français, avant d'aller au fond de la mine, il fallait faire un apprentissage dans un centre des houillères afin d'apprendre par exemple le maniement des étaçons (il y a plusieurs façons de les prendre pour ne pas se fatiguer trop), le maniement des appareils de serrage des étaçons, pour éviter de se blesser. Les Marocains qui sont recrutés à Agadir sont immédiatement envoyés au fond de la mine, ils n'ont pas non plus comme les mineurs français durant les 3 premières années, 15 jours de remonte tous les 3 mois pour suivre des cours de formation.

- les mineurs marocains sont embauchés sous contrat de 18 mois, ils sont donc vidés sans indemnité de licenciement, ils peuvent renouveler le contrat mais ils n'ont jamais de prime d'ancienneté. Ceux qui ont participé aux grèves n'ont aucune chance de se faire renouveler leur contrat.

- quant à la pension pour silicose, ils n'ont aucune chance de la toucher : au mineur marocain silicosé, le médecin des houillères "conseille" d'aller se reposer au Maroc, sans le reconnaître comme silicosé. A la fin de son congé, le mineur marocain est convoqué à AIN EL BOUNDJA (Casablanca) où le médecin "coopérant" français le jugeant silicosé déclare qu'il y a rupture de contrat, puisque celui-ci stipule que le mineur embauché est en bonne santé. Ainsi la pension saute.

- les Houillères ont aussi recours à des bureaux privés de main-d'œuvre qui "travaillent" spécialement pour elles : ces bureaux recrutent des mineurs qui peuvent être embauchés ou mis à la porte "à volonté" sans préavis ni indemnités.

- Fermeture de puits = allongement de la journée de travail pour les mineurs :

Pour accroître leurs profits, les houillères ferment des puits dont les

veines de charbon correspondantes continuent à être exploitées : ainsi à Barlain, à 10 km de Bruay, on a conservé le puit 7 uniquement pour l'aérage, tandis qu'on descend à la fosse 6 de Bruay pour aller exploiter les veines de la fosse 7 de Barlain : cette méthode qui permet une économie d'entretien (plusieurs dizaines de millions d'AF pour un puit) pour les

2/ reconversion des mineurs : chômage

Selon le "statut du mineur" toujours en vigueur aujourd'hui : les agents titulaires (ne) peuvent être licenciés (que) pour les motifs suivants :

1. Réduction du nombre d'emplois provoquée soit par des nécessités économiques, soit par des modifications dans les conditions d'exploitation.

2. Inaptitudes physiques à l'emploi.

3. Insuffisance professionnelle.

Ainsi, les ministres "communistes" Marcel Paul et Ambroise Croizat qui ont signé ce statut (1) et en étaient fiers, ont reconnu aux Houillères le droit de jeter sur le pavé les travailleurs au nom de la rentabilité capitaliste.

Ils ont justifié à l'avance le plan Jeanneney de 60 aggravé par les décisions de Décembre 68 : en vertu du "statut du mineur", le nombre des mineurs est passé entre 49 et 70 de 275 000 à 97 000 pour l'ensemble de la France et, dans le Nord Pas de Calais, de 160 000 à 55 000. La bourgeoisie veut accélérer, et prévoit de réduire de moitié d'ici 75 les effectifs du Nord Pas de Calais.

PLUSIEURS METHODES DE LA BOURGEOISIE POUR REDUIRE LE NOMBRE DES MINEURS.

Pour réduire le nombre d'ouvriers, les Houillères emploient plusieurs méthodes :

- en 64-65, à Decazeville, licenciements massifs, toujours au nom du statut du mineur.

- Dans le Nord, elles ne remplacent pas ceux qui partent à la retraite, ni les nombreuses victimes de la silicose ou des coups de grisou, assassinés par le Capital.

- elles multiplient les mises à la retraite anticipées (pour ceux qui ont au moins 30 ans de travail à la mine dont 20 au fond).

Une des méthodes utilisées actuellement dans le Nord est celle des départs dits volontaires. Elle frappe tous ceux, les plus jeunes, qui ne peuvent prétendre à une retraite antici-

Houillères, est rendue possible par l'intensification du travail (un même nombre de veines de charbon peut être travaillé par un plus petit nombre de mineurs).

Pour les mineurs, ce sont des déplacements de plus en plus longs de leurs lieux d'habitation jusqu'au lieu de travail : cela équivaut à un allongement de la journée de travail, parfois de plusieurs heures.

pée : ils partent parce qu'ils prévoient et ils redoutent la fermeture de leurs puits et savent qu'après 40 ans, il leur sera très difficile de retrouver un emploi.

Ils partent parce que s'ils veulent rester mineurs, les Houillères se chargent de les décourager en les changeant de puits 4 fois et plus en 5 ans. Un mineur de Lens explique : "J'avais 17 années encore à faire aux Mines. Au fur et à mesure de la fermeture des puits, il faut aller un jour ici, un jour ailleurs avec le "choix" de déménager chaque fois ou d'avoir plusieurs heures de trajet par jour. J'ai préféré partir".

PLAN DE "RECONVERSION" DE LA BOURGEOISIE = LES NOUVELLES INDUSTRIES TIRENT PROFIT DU CHOMAGE.

Pour ces mineurs jetés sur le pavé la bourgeoisie prétend avoir prévu un plan de reconversion. Le gouvernement Pompidou, en 68, a déclaré que la liquidation des Houillères était un problème résolu, et se faisait en douceur : d'ici 77 des usines principalement automobiles devraient employer 22 000 ouvriers.

En réalité qu'en est-il ?

- Seules quelques usines se sont implantées. Elles ont bénéficié d'énormes cadeaux de la part de l'état bourgeois (primes, allant jusqu'à 15 à 20 % des investissements, exonération de la patente pendant 5 ans, prêts à taux réduits etc...). Elles touchent de plus, un million par mineur reconverti !

- Les mineurs et leurs enfants sont condamnés dans ces usines à devenir manoeuvres ou OS à la chaîne, aux côtés des ouvriers immigrés "importés" sous contrat de 6 mois, un an, etc...

- dans le Valenciennois, des usines touchent des subventions pour la formation professionnelle des mineurs qu'elles embauchent. Alors qu'en fait, les mineurs se retrouvent OS et que la

plupart des ouvriers qualifiés viennent de la région parisienne (par exemple chez Simca à BOUCHAIN).

— les mineurs ne peuvent toucher une prime de conversion qu'à condition d'avoir au moins 10 ans de fond et 32 ans. — et de s'embaucher dans une usine ayant passé contrat avec les Houillères. Beaucoup de jeunes mineurs ne touchent donc pas la prime de reconversion.

L'AMPLEUR DU CHOMAGE

De toute façon, les industries dites de reconversion sont très loin de fournir du travail à la masse des ouvriers rejetés par les Houillères :

— dans la région de Bruay en Artois, les capitalistes vantent l'implantation de la STA filiale de Renault et Peugeot à RUITZ. Elle n'emploie que 300 ouvriers ! Or, c'est par milliers que les mineurs vont être jetés sur le pavé d'ici 75, à Bruay.

— à RAISMES, dans le Valenciennois, le "Franco-belge" (matériel ferroviaire) a en quelques années, accru de 1200 le nombre de ses ouvriers. Pour cela, elle a pu se permettre d'écarter son gré, 10 000 ouvriers en quête d'un emploi. "Le marché de l'emploi est étendu dans le Valenciennois !" disent les responsables de l'usine...

— l'étendue du chômage provoquée par la liquidation des Houillères est telle que la prime de reconversion est parfois accordée à des mineurs qui ne se reconvertissent pas du tout dans l'industrie : ainsi, à Auchel, près de Bruay, à des gars qui s'engageaient dans les CRS ou la gendarmerie ! Beaucoup de jeunes ne voient pas d'autres perspectives que d'être concierges à Paris ou de partir au service pour ne jamais revenir au pays ou rester dans l'armée.

Les départs massifs de jeunes vers d'autres régions servent à la bourgeoisie pour masquer l'étendue du chômage. L'accroissement du chômage dû à la liquidation des Houillères est d'autant plus important qu'un certain nombre d'entreprises et de chantiers travaillant pour les mines disparaissent du même coup ou du moins réduisent leurs activités. Usinor, à Valenciennes, qui construit, entre autres, des soutènements pour galeries de mines (une partie de son industrie de transformation) est touchée.

PAUPERISATION SUR TOUTE LA LIGNE DES MINEURS "RE-CONVERTIS".

Les houillères exploitent jusqu'au bout les mineurs qu'elles expulsent :

non seulement elles les rejettent vers des emplois qui, s'ils en trouvent ont des salaires assez souvent inférieurs de 20 % par rapport à ce qu'ils gagnaient dans les mines, mais encore, ils leur retirent toute une série d'avantages en nature. Ainsi, avec un salaire amputé, le mineur reconverti se voit obligé de payer aux Houillères environ 200 f par mois de loyer pour un logement qui jusque là, lui était concédé gratuitement. Par dessus le marché, comme les logements de mineurs sont vétustes, sans installation sanitaire etc..., il n'est pas question pour le reconverti de toucher la moindre allocation logement, même s'il a à nourrir une famille nombreuse.

LES MINEURS CONTRE LA

LIQUIDATION DES HOUILLÈRES

Les mineurs du Nord Pas de Calais n'acceptent pas ces plans capitalistes de soi-disant reconversion, qui signifient pour eux chômage et surexploitation. En février, 3000 mineurs de Bruay et d'Auchel ont mené une lutte dure de 12 jours avec piquet de grève. Au départ, il s'agissait pour la CGT de limiter les mineurs à une grève de 24 h pour essayer de désamorcer le mouvement de solidarité avec les mineurs de Faulquemont. La lutte de Bruay comme celle de Faulquemont, était dirigée contre la fermeture des puits de mines et le chômage qu'elle engendre. Dès que les conversations entre représentants syndicaux et direction eurent "abouti" à quelques promesses vagues sur "la création d'emplois dans la région" et la mise en place de commissions, la CGT appela à la reprise du travail. Le maire réviso de Marles avait même le culot de déclarer : "Camarades, nous avons gagné, il faut reprendre le travail. Nous avons été au plus loin de nos espérances". Les manœuvres de la CGT parvinrent finalement à briser la grève : elle obtint l'organisation d'un vote à bulletins secrets qui donna une toute petite majorité pour la reprise. Mais les mineurs en février 71, à Bruay, comme dans le reste du bassin n'ont certainement pas dit leur dernier mot.

UN EXEMPLE DE RECONVERSION

Pour les anciens mineurs il est souvent très difficile de se réadapter à un nouvel emploi (quand ils en trouvent un), car lorsqu'ils quittent la mine, même jeunes, ils sont déjà usés, silicisés. Rien n'est prévu pour les nombreux mineurs handicapés physiques, obligés de quitter la mine, sans avoir même droit à la retraite anticipée. Le handicap physique, dû à la surexploitation dans la mine, sert de prétexte

pour le capitalisme à une dégradation encore plus grande des conditions de vie.

Ainsi un jeune mineur, père de famille, a quitté l'an dernier Bruay en Artois où les puits seront fermés en 75 au plus tard. Il avait les conditions requises pour bénéficier de la prime de "conversion". Il s'est embauché à la Ciotat (chantiers navals) près de Marseille où il a eu un poste de soudeur : il faisait les équipes de nuit pour avoir un salaire équivalent à celui de la mine. Au bout d'un mois de travail, après

3/textile

Plus de la moitié des 200 000 ouvriers de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing travaillent dans le textile. Aussi, la restructuration capitaliste du textile, menée ces dernières années, a-t-elle des conséquences très graves pour toute la classe ouvrière du Nord et du Pas-de-Calais.

Depuis des générations, le patronat textile domine largement l'industrie du Nord, s'opposant à l'installation d'autres industries pour éviter une concurrence sur le plan des salaires et les maintenir à un taux extrêmement bas : ils sont en moyenne inférieurs de 20 % à ceux des autres branches de l'industrie et les 2/3 des ouvriers du textile gagnent moins de 800 F par mois (en 1971). Pour imposer la surexploitation, le patronat du textile du Nord a toujours eu recours au paternalisme et à la religion : dans une petite usine Lepoutre de Roubaix, les ouvrières doivent se faire exploiter dans le décor des images pieuses et des crucifix accrochés au mur par les patrons, et ce n'est pas un cas isolé.

CONCENTRATION CAPITALISTE ET MODERNISATION :

Les années 60 marquent un tournant dans l'industrie textile du Nord : celle-ci restée avant tout orientée vers les produits traditionnels de base, notamment laine et coton, doit faire face à la concurrence de plus en plus grande des textiles artificiels et synthétiques (trusts Rhône-Poulenc, Courtauld de Grande-Bretagne, etc...), à la concurrence en Afrique noire où le marché de l'impérialisme français s'ouvre aux autres impérialismes du marché Commun, etc... Les mesures prises par les capitalistes ont pour but d'accélérer la concentration du capital pour mettre

s'être installé avec sa famille, il a été convoqué par le médecin de l'entreprise, qui, après la visite médicale, lui a dit : "on s'excuse, vous avez de la silicose, vous ne pouvez plus être soudeur, on va vous donner un emploi correspondant plus à vos capacités physiques". L'ancien mineur se retrouve avec une grosse perte de salaire. Quant à la pension pour silicose, pas question, puisque le médecin des Houillères avait "oublié" comme d'habitude de la reconnaître avant qu'il quitte le bassin minier.

sur pied des entreprises modernes, "compétitives" et liquider ainsi des milliers de petites entreprises. De 58 à 69, le nombre des entreprises textiles en France est passé de 8 200 à 4 300, supprimant près de 150 000 emplois ; à Roubaix-Tourcoing, de 62 à 67, c'est 20 000 emplois du textile qui étaient supprimés, soit le 1/3 des effectifs du textile de l'agglomération. Aujourd'hui, 3 groupes de taille européenne : Agache-Willot, Dollfuss-Miegiet Cie (DMC) et Prouvost-Masurel dominent largement le textile du Nord : diversifiant leur production, chaque groupe recouvre plusieurs branches du secteur : laine, coton, jute etc... et développe la production de textiles artificiels et synthétiques, ils essaient d'avoir la haute main sur la distribution, exemple : l'absorption des grands magasins "Bon Marché" et la "Belle Jardinière" par Agache-Willot, ils contrôlent un vaste réseau d'entreprises sous-traitantes sur lesquelles ils font retomber les a-coups de la production capitaliste.

Une masse considérable de machines très anciennes utilisées jusqu'ici est liquidée systématiquement en même temps que des entreprises : au lendemain de la 2^e guerre mondiale, les capitalistes du textile avaient remis en marche tout un matériel désuet, parfois vieux de plus de 50 ans. Aujourd'hui, tout en poursuivant l'amélioration de la qualité du fil qui, en évitant de faire des casses permet de faire tourner les métiers plus vite, on utilise à titre expérimental chez Sartel (filature de coton) des métiers à filer Tchécoslovaques qui suppriment tout un stade de la production : étirage, réunissage, pratiquement toute la préparation ; s'ils sont commercialisés comme prévu d'ici 3 ou 4 ans, ces métiers permettront aux capitalistes de

licencier d'un coup des milliers d'ouvriers en plus des prévisions officielles actuelles.

Toute cette politique est encouragée par l'Etat capitaliste : en Novembre 71, Ortoli, signait, en tant que ministre de l'industrie avec les patrons des filatures de laine peignée un accord leur filant 200 millions dans les 3 ans à venir pour favoriser la fermeture des usines les moins rentables ou leur rachat par les grosses entreprises.

DES LICENCIEMENTS EN MASSE !

Le mois dernier, s'est achevé le licenciement de 1 400 ouvriers de "la Cotonnière de Fives" du groupe Boussac, à Marc en Baroeul, suite à un accord de coopération Boussac (coton) et Prouvost Masurel (laine) : c'est un exemple parmi des dizaines d'autres.

Les plus touchés par les licenciements sont les femmes et les immigrés qui, ensemble, forment les 2/3 de la main d'œuvre dans le textile du Nord. Les capitalistes exploitent des travailleurs portugais, nord-africains, sous contrat de 6 mois ou 1 an pour ajuster plus facilement les effectifs à leurs plans de restructuration.

Aux licenciements et au chômage qu'il entraîne, s'ajoute le chômage partiel qui a frappé massivement le textile du Nord en 1967, l'organisation en étant favorisée par l'accord patronat-syndicat sur les indemnités de chômage partiel : les horaires de 32 heures par semaine avec pertes de salaires en conséquence, étaient chose courante ; à "la lainière" de Roubaix, une partie des 5 000 ouvriers devait faire 32 h, l'autre partie 28 h ; en 70, les licenciements de "la Cotonnière de Fives" ont été précédés par une réduction d'horaire à 32 h, de juin à octobre, pour les 2 000 travailleurs de l'usine.

Pour masquer cette situation, la bourgeoisie parle de "reclassements" et essaye de freiner les luttes ouvrières, aidée en cela par la CGT et la CFDT qui ne combattent pas les licenciements mais se contentent de demander le "reclassement" des ouvriers licenciés.

Mais le nombre d'emplois offerts par le textile, qui diminue considérablement chaque année (au rythme actuel, c'est 16 000 emplois du textile (2) qui disparaîtront d'ici 76) est bien loin d'être compensé par le nombre d'emplois nouveaux que procurent ici les industries de transformation, les industries électriques et alimentaires. De

plus, beaucoup de femmes ne s'inscrivent pas au bureau de main-d'œuvre, et la bourgeoisie en profite évidemment pour ne pas les comptabiliser parmi les chômeurs.

"RECLASSEMENT" = BAISSSE DU SALAIRE, DEGRADATION DES CONDITIONS DE VIE :

Mais que signifie "reclassements" pour la bourgeoisie ? Les ouvrières de chez "Masurel" en savent quelque chose. En novembre 70, le groupe Albert Masurel (2 000 ouvriers) était absorbé : ses fabrications de linge de maison reprises par "Texunion", filiale de DMC, sa filature de coton à Roubaix cédée en partie au holding "Révilon". Les patrons annonçaient : "Il n'y aura ni fermeture, ni licenciements, il faut faire du beau travail pour garder nos clients". En mars 72, la filature de Roubaix est liquidée, près de 300 ouvriers licenciés.

— à la veille de la fermeture, les manœuvres portugais et algériens s'occupant des cardes et du nettoyage, n'avaient toujours pas d'espoir de se recaser ailleurs.

— une partie a été embauchée à la filature de coton du "Sartel" : celles qui étaient ouvrières qualifiées chez Masurel, notamment les soigneuses de continus à filer, se retrouvent au début sans qualification, comme leveuses, démonteuses etc... avec une grosse perte de salaire. On leur promet qu'elles prendront la place des soigneuses de chez Sartel au fur et à mesure que celles-ci quittent l'usine : les ouvrières espèrent que la perte de salaire ne sera que momentanée, mais le "momentané" peut durer 15 jours aussi bien qu'un an et plus.

— une dizaine d'ouvrières âgées d'une cinquantaine d'années voulaient "tenir" jusqu'à la retraite : craignant si elles se rembauchaient dans une boîte de textile d'être licenciées un jour ou l'autre, à un âge qui ne leur permette plus cette fois de retrouver du travail, elles ont préféré changer de profession et s'embaucher dans la bonneterie, par exemple chez "Olivier" à Roubaix : ouvrières qualifiées comme visiteuses chez Masurel gagnant 5,30 F de l'heure, elles se retrouvent avec une perte de salaire d'au moins 30 C de l'heure. Une ouvrière "reclassée" dans le plastique, se retrouve avec une perte de salaire de 1 F de l'heure. Quant au passage éventuel de la filature de coton à une filature de laine où les salaires sont souvent supérieurs, il s'accom-

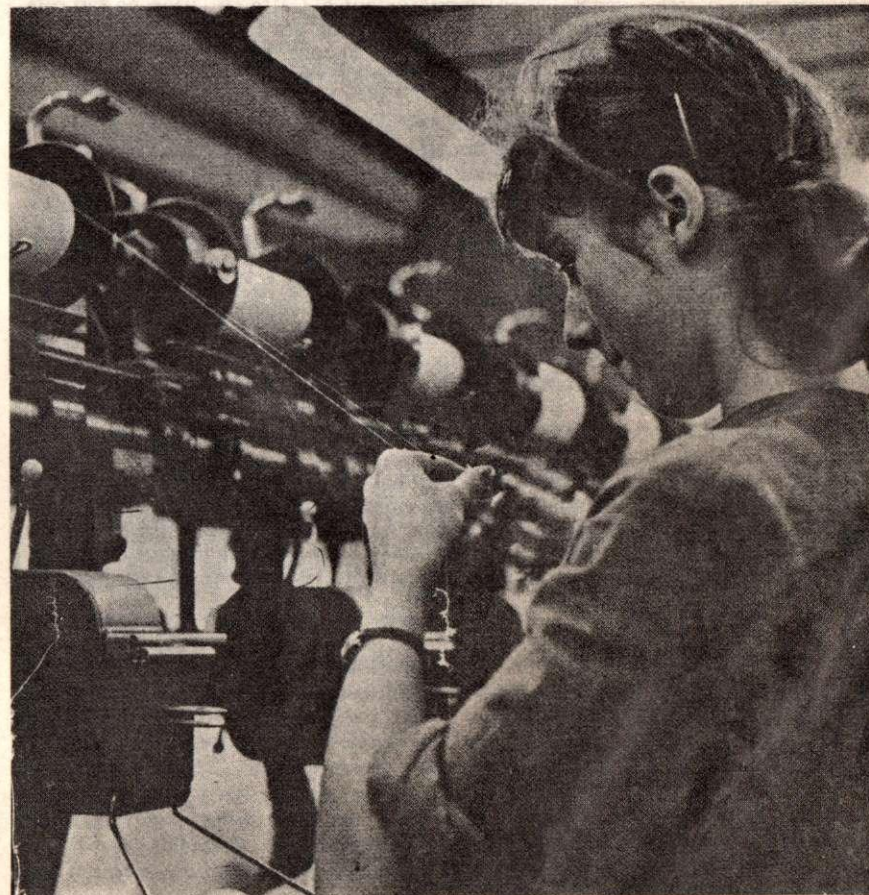
pagne d'une période de soi-disant "recyclage de 6 mois" avec perte de salaire correspondant, tout ça imposé par le syndicat patronal du textile.

— plusieurs ouvrières âgées de 56 ans, avaient besoin d'un travail car elles n'avaient pas encore l'âge de bénéficier de la pré-retraite, mais elles n'ont pas eu la force d'aller travailler ailleurs, découragées par les difficultés à trouver du travail à leur âge, notamment dans le textile où les capitalistes préfèrent exploiter des jeunes filles dès l'âge de 16 ans en profitant des abattements d'âge sur les salaires.

— plusieurs jeunes licenciés de chez Masurel, voulaient travailler en dehors du textile, à cause de l'insécurité totale de l'emploi et de la dureté du travail dans cette branche, comme ils étaient jeunes on les a foutus dans des centres

de "formation professionnelle" : bâtiment, etc... pour les faire patienter mais en ne leur donnant aucune garantie qu'ils auront un boulot en sortant du centre. Pour la bourgeoisie ce sont des "reclassés" pour elle leur problème est résolu.

— pour les filles de mines, la fermeture de Masurel signifie l'allongement de la journée de travail : le car Masurel avait un itinéraire correspondant aux lieux d'habitation des ouvrières venant des mines ; avec la fermeture elles doivent prendre le car d'une autre usine qui n'a pas le même itinéraire et, dans certains cas, passe loin de chez elles, résultat : elles doivent faire chaque jour un long parcours à pied ou en vélo pour aller de chez elles jusqu'à l'endroit où passe le car.



LES FILLES DES MINES : UNE DEPORTATION QUOTIDIENNE VERS LE TEXTILE DE LILLE ROUBAIX-TOURCOING.

Les capitalistes du textile considèrent le bassin minier comme une réserve de main-d'œuvre pour leur exploitation forcée.

Chaque jour, 6 000 travailleurs, dont 4 000 femmes, du pays minier de Lens, Bruay, Carvin, viennent travailler dans le textile.

Tandis que globalement le nombre d'ouvriers du textile baissait, le nombre de travailleurs déplacés du pays minier est resté constant et à même augmenté, la proportion des filles des mines par rapport à l'ensemble des ouvriers du textile du nord, passant de 7% en 59 à 15% en 69). Ceci s'explique par l'absence d'emplois dans le pays minier dont la situation ne fait que s'aggraver avec la fermeture des mines.

Ces filles des mines dont la moyenne d'âge est de 23 ans doivent parcourir des distances considérables pour aller se faire exploiter dans le textile. Quelques distances :

- Bruay-Tourcoing : 65 km
- Béthune -Tourcoing : 53 km
- Lens-Tourcoing : 50 km.

Une jeune ouvrière de la "Lainière" de Roubaix explique que venant de Sallaumines, à côté de Lens (Pas-de-Calais), elle doit se lever chaque jour à 2 h 30 du matin pour aller chercher un car qui passe à 3 h 20 et l'amène à 5 h moins 20 à la "Lainière", où elle commence le travail à 5 h. L'après-midi, terminant le travail à 13 h, elle est de retour chez elle au plus tôt à 14 h 30. Ceci fait donc passer sa journée de travail à 11 h ou 12 h, avec une fatigue très grande dans des cars généralement inconfortables. Cette situation ne fait que s'aggraver car l'accroissement de la circulation sur des routes mal aménagées, allonge sans cesse le temps de parcours ! Encore faut-il payer 15 F par quinzaine, et, l'hiver, attendre au froid le car en retard à cause de la neige et du verglas.

Rien d'étonnant si les crises nerveuses sont fréquentes chez les filles des mines épuisées, engueulées par les contre-dames, et qui font des chutes dans les métiers et doivent être emmenées sur des civières. Dans ces conditions, les accidents sont fréquents, notamment les blessures aux mains et aux jambes : "il arrive un moment où tu ne vois même plus le danger".

AU PREMIER RANG DANS LES LUTTES DES OUVRIERS DU TEXTILE

En tant que femmes et en tant que jeunes, les filles des mines sont parmi les plus exploitées des ouvriers du textile, comme à la "Lainière" de Roubaix. Elles sont aussi parmi les premières victimes des licenciements collectifs et des fermetures d'usines : sur les 1 400 licenciées de la "Cotonnières de Fives" à Marco-en-Baroeul, la moitié venait du pays minier (189 de Lens, 119 de Carvin etc...). Cette exploitation féroce avec en plus les longues traditions de lutte du pays minier dont elles sont originaires (elles sont souvent filles ou petites filles de mineurs sinon femmes de mineurs), font des filles des mines des éléments actifs de la lutte de classe.

Dans la grève de la Redoute à Roubaix en septembre 70, où 3 500 employées et manutentionnaires ont fait grève 7 jours contre les bas salaires (700 F par mois) et les cadences, ce sont les filles des mines qui ont été les plus combattives, ce sont elles qui organisaient le piquet de grève s'opposant aux cadres et aux flics, ce sont elles qui ont été les dernières à reprendre le travail.

Comme dans toutes les entreprises de textile actuellement liquidées par la bourgeoisie, chez Masurel, filature de coton de Roubaix, liquidée en mars 72, les ouvriers étaient opposés à la fermeture, mais ils se sont heurtés à l'attitude de la CGT et de la CFDT. En février de cette année, des responsables locaux de la CFDT venus prendre la parole devant l'usine pour critiquer la

fermeture s'étaient contentés d'un petit laïus dans le genre : "nous sommes de tout cœur avec vous", mais n'avaient pas prononcé une seule fois le mot grève ! Spontanément une grande partie des jeunes, et notamment les jeunes filles venant des mines, commencèrent à sortir dans la rue, refusant de reprendre le travail. Les joueurs de flute CFDT eurent beau-

coup de mal pour essayer "d'expliquer" qu'il n'était pas question de faire grève, qu'il n'y avait pas de mot d'ordre dans ce sens, aux ouvrières engueulées par la contredame qui essayait de les faire revenir dans l'usine. Pour masquer la combativité des ouvrières, et diviser jeunes et anciens, la responsable CFDT fit courir le bruit que "les jeunes étaient sorties parce qu'elles avaient envie de se promener"... Tandis que durant plusieurs mois précédant la fermeture, le responsable CGT de Masurel, promu permanent, devenait "invisible", la CFDT se limita à discuter de "reclassements" au sein d'une commission paritaire avec la direction.

Tout ceci reflète la position de fond de la CGT et de la CFDT : admettre le fait accompli des licenciements, admettre la restructuration capitaliste en demandant seulement d'atténuer un peu les aspects plus criants de ses conséquences pour les ouvriers, cautionner les "reclassements" : déclassements qui entraînent généralement une baisse de salaire et une dégradation des conditions de vie (voir Front Rouge n° 35), et sont une arme de la bourgeoisie pour désarmer la volonté de lutte des ouvriers contre les licenciements.

En février 70, suite à la fermeture de 7 usines en 2 mois, à Roubaix-Tourcoing, l'Union régionale CFDT déclarait : "depuis de nombreuses années, la CFDT réclame l'ouverture de négociations au niveau régional, en vue d'obtenir certaines garanties pour les personnes licenciées... Un tel accord a été signé par la sidérurgie du nord, Pourquoi pas le textile ?". Et en octobre 70, la CGT et la CFDT de la "Cotonnière de Fives", si elles critiquaient la fermeture de l'usine, ce n'était pas pour engager la lutte, mais seulement pour donner des conseils de "meilleure gestion" aux capitalistes, les responsables syndicaux se déclarant persuadés que "l'entreprise peut être rentable, dans la mesure où on veut bien adopter les mesures susceptibles de renouveler la production voire le matériel" (extraits d'une conférence de presse).

Ces mesures, les monopoles du textile ne se privent pas de les prendre, et ce sont justement ces mesures qui

aboutissent aux licenciements et à l'intensification du travail. Les patrons du textile montrent bien que pour eux, comme pour tous les capitalistes, le profit est le seul but du progrès technique. Ainsi au lendemain de la dernière guerre mondiale, ils n'avaient pas hésité à remettre en marche un matériel très ancien (voir F.R. n° 35) parce que les conditions pour la concurrence leur étaient favorables. Aujourd'hui parce que les conditions se sont modifiées, ils liquident massivement ce matériel et utilisent de nouvelles méthodes.

- une nouvelle organisation du travail : le travail en équipes se généralise ; de 60 à 70 la proportion des ouvriers du textile travaillant en équipes de nuit a pratiquement doublé, passant de 5,3 % à 9,8 %, tandis que la presque totalité des hommes est astreinte aux 3/8 pour faire tourner le matériel sans interruption.

- les capitalistes utilisent largement l'amélioration de la qualité du fil qui accroît la productivité par la réduction des casses et l'accélération des métiers, pour imposer une intensification brutale du travail. Un ouvrier portugais de l'équipe de nuit de la "Lainière" explique que quand il a commencé à travailler à la filature voici 2 ans, il n'avait pas à s'occuper de plus de 6 machines, aujourd'hui il doit s'occuper - comme ses camarades - de 10, 12 et même 16 machines. Chaque jour d'ailleurs ce nombre varie : un jour 10 le lendemain ça peut être à 6 pour repasser ensuite à 12, ce qui permet au patron d'imposer plus facilement l'accroissement du travail, en prenant pour prétexte les qualités différentes du fil, mais ce n'est qu'un prétexte, car la diminution des casses ne compense jamais l'effort supplémentaire qu'exige la surveillance d'un nombre de plus en plus grand de machines. Dans une équipe de nuit, des ouvriers ont récemment débrayé, en dehors de toute consigne CGT (majoritaire dans la boîte et qui se tait sur le problème des cadences), et ils ont réclamé un nombre fixe de machines et ne dépassant pas 7 pour chaque ouvrier.

Pour les soigneuses des continus à filer (machines à filer) bien sûr le fil casse moins, et les bobines de mèches sont remplacées moins souvent, parce

Claude Alain Sarre qui a une longue expérience des méthodes les plus raffinées de l'exploitation capitaliste en tant que bras droit de Bercot à la direction des usines Citroën jusqu'en 70, est devenu P.D.G. de la Lainière de Roubaix.

En mai 72, au cours d'une réunion du groupe régional du patronat du textile, après avoir indiqué : "mon rôle n'est pas de savoir comment on fabrique un tricot, j'ai été chez Citroën en ignorant complètement comment fonctionnait un moteur", il déclare "j'ai vu le travail à la chaîne dans l'automobile, je connais maintenant les ateliers textiles : en tant qu'industriel du textile, je n'ai aucune mauvaise conscience sur ce plan ; on ne peut pas parler ici de cadences infernales".

Les ouvriers de la Lainière savent ce que vaut cette bonne conscience d'un capitaliste, par exemple à l'atelier de pelotonnage où 80 % des ouvrières ont de 16 à 25 ans, car après cet âge rares sont celles qui peuvent suivre les cadences, et où beaucoup ne peuvent pas tenir le coup plus d'un ou deux ans au maximum. Elles ont été sélectionnées auparavant pour leur rapidité dans d'autres ateliers, notamment la filature anglaise ; lorsqu'elles ne tiennent plus le coup, elles sont renvoyées dans d'autres ateliers, avec généralement déclassement et perte de salaire.

qu'elles sont plus grosses, mais le travail est devenu beaucoup plus dur parce que :

- en 10 ans le nombre des broches à surveiller à doublé.

- le poids de bobines est passé de 800 g à 1,8 kg, augmentant beaucoup au total le poids à soulever chaque jour, même s'il y en a moins à porter.

- dans certaines usines, les planches où les ouvrières stockent les bobines au dessus du continu ont été surélevées à cause de l'accroissement du volume des mèches. Les ouvrières de petite taille doivent se hisser sur la pointe des pieds pour y parvenir : la fatigue est ainsi de plus en plus grande, d'autant plus qu'il faut faire ces mouvements toujours plus vite.

- les capitalistes veulent supprimer le moindre temps "mort" et utilisent la spécialisation pour accélérer les cadences : peu à peu les "soigneuses" sont supprimées et remplacées par des "rattacheuses" ou des "videuses", des "démonteuses", des "voyageuses", ou des "nettoyeuses" qui travaillent ensemble pour 10 ou 12 faces de continu, en faisant toujours la même opération, la "rattacheuse" repérant toujours les casses, et la "videuse"

mettant toujours les bobines. La spécialisation s'accompagne d'une rotation des postes : un jour "videuse", le lendemain "rattacheuses", etc... mais cette soit-disant polyvalence masque mal la déqualification, la dégradation des conditions de travail par rapport aux soigneuses de continus. Pour imposer l'accélération des cadences les capitalistes essaient d'utiliser les "premières ouvrières", qui, choisies parmi les plus rapides et faisant l'objet "d'éloges", dans la tradition très paternaliste du textile, doivent entraîner les autres.

Les ouvriers du textile, les jeunes, les femmes, les immigrés, n'ont d'autre issue que la lutte pour abattre le capitalisme ; ils rejettent les projets du P"C"F qui visent à perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme, en proposant "la rénovation économique régionale fondée sur une industrialisation de haut niveau technique, permettant une transformation qualitative de l'appareil de production", sous "un contrôle effectif par l'état (de la bourgeoisie !) des pouvoirs de décision économique" (fédération du nord et du pas-de-calais et comité central du P"C"F).

LES TAUDIS = UN ASPECT SAILLANT DE LA PAUPERISATION DE LA CLASSE OUVRIERE DANS LE NORD

A Roubaix, au moins 30 000 personnes vivent dans des "courées" ; à Lille-ville, 80 % des logements sont insalubres, tandis que 20 000 habitants vivent en courée.

Les courées ce sont des logements sans commodités sanitaires encastrés entre les murs de hauts immeubles ou d'usine, où l'on ne voit jamais le soleil, tandis que les égoûts sont à ciel ouvert : toutes conditions propices à la tuberculose. Les logements sont réunis autour de cours fermées côté rue par des magasins et des ateliers.

Les courées sont nées au 19^e siècle avec la révolution industrielle qui entraînait une très forte concentration de la population ouvrière à Roubaix-Tourcoing. Les ouvriers pour qui les capitalistes n'avaient pas "prévu" le logement, ont dû s'entasser dans les quartiers d'habitation voisins des usines.

Aujourd'hui l'immense majorité des "courées" sont habitées par les travailleurs immigrés : Nord-Africains, Portugais... La crise du logement est d'autant plus aiguë que les frontaliers belges qui constituaient la plus grosse partie des immigrés de Lille-Roubaix-Tourcoing il y a quelques années, mais qui étaient non résidents, parce qu'ils rentraient chaque soir chez eux, en Belgique ont été progressivement remplacés par les Nord-Africains et les Portugais, qui forment aujourd'hui plus de 22 % des effectifs ouvriers du textile.

Un des principaux obstacles, à la rénovation des quartiers ouvriers, et à la construction de logements peu chers, ce sont les monopoles du textile eux-mêmes. Ainsi le groupe Agache-Willot place des capitaux de plus en plus nombreux dans l'immobilier, et fait monter le prix des terrains à bâtir en participant activement à la spéculation foncière dans l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing.

Les industries textiles installées au centre de Roubaix où s'entasse la population ouvrière, s'opposent au déménagement parce que le terrain laissé ainsi libre, elles devraient le mettre actuellement sur le marché foncier à un prix qu'elles jugent insuffisant. Il est vrai que M. Mattéoli, commissaire "à la commission industrielle pour la région du nord", vient au secours de nos requins en proposant : "Si une Agence Foncière et technique de la région lilloise se créait sur le modèle de celle qui fonctionne dans la région parisienne, l'une de ses tâches prioritaires pourrait être d'acquérir, au besoin avec l'aide de l'état (c'est à dire l'argent des travailleurs), à un prix raisonnable (c'est-à-dire supérieur à celui du marché) les terrains libérés par les industriels" (juin 71).

4/ à usinor comme à de wendel plan de restructuration contre la classe ouvrière

Fin octobre, la société sidérurgique USINOR éteindra à Valenciennes, le four n° 1 de son aciérie Martin, supprimant 250 emplois, en février 73, ce sera au tour du 2^e four Martin, supprimant à nouveau 200 à 300 emplois. Ces décisions annoncées en avril par la direction d'USINOR succèdent à l'ar-

rêt de la fonderie en janvier et l'arrêt du four d'agglomération en février de cette année, qui ont supprimé 130 emplois.

Une étude publiée fin 71, du "groupe d'étude et de programmation" (ministère de l'équipement) envisage la suppression par USINOR de

12 000 emplois à Valenciennes et Denain dans les 10 à 15 ans à venir, et de façon certaine pour les prochaines années : 2.500 emplois sur 4.500 supprimés à Valenciennes, et près de 4.000 sur 8.400 à Denain. C'est un coup très dur des capitalistes d'USINOR contre la classe ouvrière de toute la région de Valenciennes où la sidérurgie est l'activité principale avec USINOR occupant ici la quasi-totalité des effectifs de cette branche. Ce coup est porté au moment même où l'activité charbonnière, autre activité essentielle du Valenciennois, est liquidée, devant passer selon les plans de la bourgeoisie de près de 10.000 emplois aujourd'hui à 6.000 en 75, le dernier puits de Valenciennois devant fermer en 83.

PLANS D'USINOR CONTRE LES TRAVAILLEURS DU VALENCIENNOIS = PLANS DE WENDEL-SIDELOR CONTRE CEUX DE LORRAINE

Quels sont les buts d'USINOR ? Les capitalistes d'USINOR suivent une politique comparable à l'autre grand monopole de l'acier : WENDEL-SIDELOR, qui licencie 12.000 travailleurs en 5 ans et s'installe à FOS-SUR-MER plus près des sources de minerai du peuple Mauritanien opprimé par l'impérialisme, notamment français.

Usinor veut abandonner tout, ou au moins une bonne partie de ses activités du Valenciennois pour concentrer l'essentiel de ses installations à Dunkerque sur la mer du nord afin d'être plus près des sources de minerai d'outre-mer et abandonner ainsi totalement le minerai de Lorraine qui coûte plus cher. Ceci doit permettre à USINOR d'abaisser ses coûts de production et de faire face à la concurrence internationale de plus en plus vive. Pour y arriver, Usinor mise aussi sur la rationalisation et la concentration de la production (en 68 il suffisait de 5 h pour produire à Dunkerque une tonne d'acier contre 8 h 30 à Denain); en conséquence : entre 62 et 71 le nombre total d'emplois dans la sidérurgie est resté stable pour le nord-Pas-de-Calais, malgré près de 7.000 emplois créés à Dunkerque qui fournissait 25 % de l'acier d'USINOR en 66 contre 40 % en 71, et en fournira 58 % en 75.

De plus, être installé à Dunkerque c'est être mieux situé par rapport aux marchés extérieurs, suivant ainsi les orientations du 6^e plan qui donne une large place à la production d'acier pour

l'exportation (1/3 de la production totale d'acier en France, actuellement).

Les plans d'USINOR pour réaliser le maximum de profits sont puissamment soutenus par l'état capitaliste qui a signé en 66 la "convention d'aide à la sidérurgie" pour fournir aux trusts de l'acier des dizaines de milliards, pris sur le budget, volés aux travailleurs, afin de financer les nouvelles installations ; c'est avec cet argent qu'a été construit, spécialement pour USINOR le canal à grand gabarit (péniches de 1500 tonnes) de Dunkerque à Valenciennes, un canal devenu inutile si la sidérurgie du Valenciennois est liquidée ; c'est avec cet argent qu'est développé Dunkerque.

Pour essayer de camoufler la réalité du chômage menaçant dans le Valenciennois, le directeur d'USINOR déclare : *si Valenciennes n'est plus adaptée pour la fabrication de la fonte et de l'acier, il est adapté de plus en plus pour sa transformation. Le meilleur exemple est le département des fabrications des roues et essieux pour chemins de fer*, et pour convaincre, M. Spreux avance son argument masqué : *"depuis le 1^{er} janvier 72, 37 emplois ont été créés"* Non seulement la fabrication de roues et d'essieux ne compense en rien les suppressions d'emplois, mais son avenir est incertain cette fabrication dépend pour une part de nombreuses commandes de pays de l'Est établies pour les 18 mois à venir, et qui ne seront pas forcément renouvelées vu que le marché des pays révisionnistes fait l'objet d'une concurrence de plus en plus acharnée entre les pays capitalistes occidentaux.

POUR LES TRAVAILLEURS PAS DE PERSPECTIVES DANS LE VALENCIENNOIS :

Pour les travailleurs d'USINOR qui craignent les licenciements futurs, et les jeunes du Valenciennois pour qui la perspective d'embauche dans la sidérurgie et les houillères est bouchée, que reste-t-il sur place ?

— Vallourec (tubes en acier) où le groupe Usinor possède une participation majoritaire ? Les cadences y sont dures et les salaires bas. Vallourec embauche de plus en plus d'ouvriers étrangers, notamment nord-africains, sous contrat de 6 mois, parce que *"ça a l'avantage, dit le Directeur de Vallourec-Anzin, de fournir des contin-*

gents à une date déterminée pour une durée déterminée".

— L'industrie automobile ? A Valenciennes, pour un travail très dur à la chaîne, Simca-Chrysler file des salaires souvent inférieurs à 5 F de l'heure.

— A ANTAR, où c'est mieux payé ? Mille gars étaient candidats à l'embauche, mais pour 140 postes...

— Reste le travail temporaire ? Les officines de loueurs d'hommes se développent : une trentaine de boîtes rien qu'à Valenciennes.

Dans ces conditions les travailleurs d'USINOR qui n'ont pas l'âge de la retraite anticipée, essayent de rester à Usinor, mais ils subissent des conditions de travail et de vie de plus en plus dures, liées aux changements de postes dus aux fermetures de fours et fonderies et à la modernisation des installations pour accroître la rentabilité capitaliste :

— les déclassements sont nombreux. Exemple : des ouvriers de fabrication P2 déclassés OS2 avec perte de salaire correspondante.

— en 69, 200 ouvriers en équipe à la journée, déclassés, ont dû passer en feu continu pour conserver leur salaire.

De plus en plus, les patrons d'Usinor donnent comme seule perspective : *"Aller à Dunkerque"*. Début 72, ils ont proposé à 900 travailleurs de

Valenciennes de partir ; pour arriver à leurs fins, ils font miroiter des prêts de 800.000 AF en 3 ans dont le quart seulement pourra être acquis définitivement aux travailleurs; des prêts de 4 millions d'AF remboursables en 20 ans dont la moitié à 3 % d'intérêt : un moyen supplémentaire d'enchaîner encore plus les travailleurs au Capital !

— Usinor-Denain embauche certains jeunes à condition qu'ils aillent travailler à Usinor-Mardick (près de Dunkerque) au bout d'un mois de stage.

— On propose encore aux travailleurs d'Usinor et de la région d'y conserver leurs logements tout en allant travailler chaque jour à Usinor-Dunkerque : pour cela on projette la création d'un train spécial pour transporter les ouvriers, par exemple de Béthune à Dunkerque : 1 h à 1 h 30 de trajet, allongeant la journée de travail jusqu'à 12 h.

Si les jeunes acceptent de partir à Dunkerque avec l'espoir de meilleurs salaires et d'une plus grande sécurité de l'emploi, cela ne doit pas faire illusion. Contre la dureté des conditions de travail et les bas salaires, 450 OS du service "mouvement" ont fait grève près d'un mois en mai-juin 71 occupant l'usine, bloquant la production, face aux capitalistes d'Usinor qui n'ont pas hésité à mettre 4000 ouvriers à la porte, pendant plusieurs jours.

Notes :

(1) C'était quand ils étaient au gouvernement en 1946.

(2) Pour la seule région du Nord.

Supplément au n° 39
FRONT ROUGE — BP 47
69397 LYON-CEDEX 3
CCP FRONT ROUGE 204-51 — Lyon

Prix : 1 F.